

Synthèse de l'atelier C

Comment l'État québécois et les Municipalités devraient-ils soutenir l'aide à domicile?

SYNTHÈSE OU CONCLUSION	
Quant aux ENJEUX majeurs soulevés par le thème	Quant aux CHANGEMENTS ou solutions ou idées pour résoudre ces enjeux
<p><u>Municipalités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conscientiser mieux toutes les municipalités au vieillissement des populations ▪ Mettre en œuvre les plans d'action MADA ▪ Sort de des gouvernance et organisation régionales depuis l'abolition des Conférences régionales des élu-e-s (CRÉ) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plutôt atteint, mais de façon inégale ▪ Valider continûment les besoins des aînés - au plan municipal ▪ Maximiser l'usage des infrastructures – par tous ▪ Devrait traiter du soutien à domicile ▪ Considérer l'intergénérationnel et l'intersectoriel ▪ Enjeux et moyens varient selon taille des municipalités ▪
<p><u>État québécois</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Élaborer de concert un dossier provincial des EÉSAD ▪ Maintenir des liens avec les ministères des Affaires municipales, au fil des changements ▪ On souhaite un État plus transparent et plus communicateurs (des budgets, des changements, etc.) ▪ Inclure effet du vieillissement dans toutes les politiques et programmes ▪ Améliorer les PEFSAD ou ses équivalents, au bénéfice des citoyens bénéficiaires ▪ Faire de « Vivre et vieillir chez soi », un projet de société ▪
<p><u>Personnel des EÉSAD</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certains souhaiteraient que les salaires des Préposées d'aide à domicile fassent l'objet d'un décret gouvernemental; ▪ Plus de financement long terme pour la formation des préposées ▪ Maintenir et moderniser la norme professionnelle du métier de préposées – pour aider la reconnaissance souhaitée ▪ Développer des règles et normes connus – rôle normatif de l'État. ▪
<p>« Nous serons tous là en 2030 ». Nous travaillons pour nous-mêmes.</p>	

Rapporteur: **Nathalie LAVOIE**, Directrice générale du Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes du Bas-Saint-Laurent (CAAP BSL)

Animateur: **J. Benoit CARON**, Directeur général de la Fédération des Coop d'aide à domicile et de santé du Québec (Lévis)

Questions proposées à cet atelier

ÉVOLUTION PROBABLE DES COÛTS DES SAD D'ICI 2030

- Évolution de la nature, du volume et de l'intensité des services à rendre à domicile?
- Évolution des éléments de coûts : main-d'œuvre () transport () matériel () autres ()?
- Évolution des paramètres de tarification : Rentabilité-EÉSAD () Sensibilité des clients au prix () Équité entre types de clientèles et entre services d'une EÉSAD () Autres composantes des tarifs ()
- Évolution probable (c. souhaitable) des (i) méthodes de tarification et des (ii) tarifs(\$) entre EÉSAD & régions?
- Travail au noir. Évolution de cette lutte (perdue/gagnée/statu quo)? Répercussions sur EÉSAD?
- Évolution de la règle « à chacun son territoire »? Harmoniser l'inter-régions/MRC. Collaboration ou concurrence?
- Quels seraient les *nouveaux* enjeux des (i) EÉSAD et des (ii) clients quant aux *coûts et tarifs* d'ici 2030?

ÉVOLUTION SOUHAITABLE DES SOUTIEN & FINANCEMENT DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS D'ICI 2030

- *Bref* rappel des projets et programmes actuels (dont PEFSAD). Maintien de l'exclusivité aux EÉSAD?
- *Impact prévisible* des politiques ou projets de loi ou mesures *annoncées* sur le soutien courant (ci-dessus)?
- Quoi changer aux structure et formule actuelles du soutien pour qu'elle soit optimale?
- Quelles devraient être les (trois) *priorités* de l'État québécois (pour financement) du point de vue des EÉSAD?
- Quelles *nouvelles* représentations le Réseau des EÉSAD pourraient-ils ou devraient-ils faire?
- Quels seraient les *nouveaux* défis des (i) EÉSAD et (ii) clients quant au *financement* des SAD?
- Quels trois (3) enjeux majeurs, quant au soutien des pouvoirs aux SAD, faudra-t-il dénouer d'ici 2030?

ÉVOLUTION SOUHAITABLE DES SOUTIEN & FINANCEMENT PAR LES MUNICIPALITÉS D'ICI 2030

- Un soutien financier aux clients ou EÉSAD des municipalités est-il souhaitable et/ou faisable?
- Le cas échéant, quelles formes pourraient / devraient prendre ce soutien des Municipalités – différent de l'État?
- Quelles municipalités ont/auront un programme de soutien pour SAD (autre Laval et...)?
- Les Municipalités amies des aînés et les SAD : quels liens souhaitables et/ou possibles?
- Les citoyens et les EÉSAD devraient-ils compter sur les municipalités? À quelles conditions?